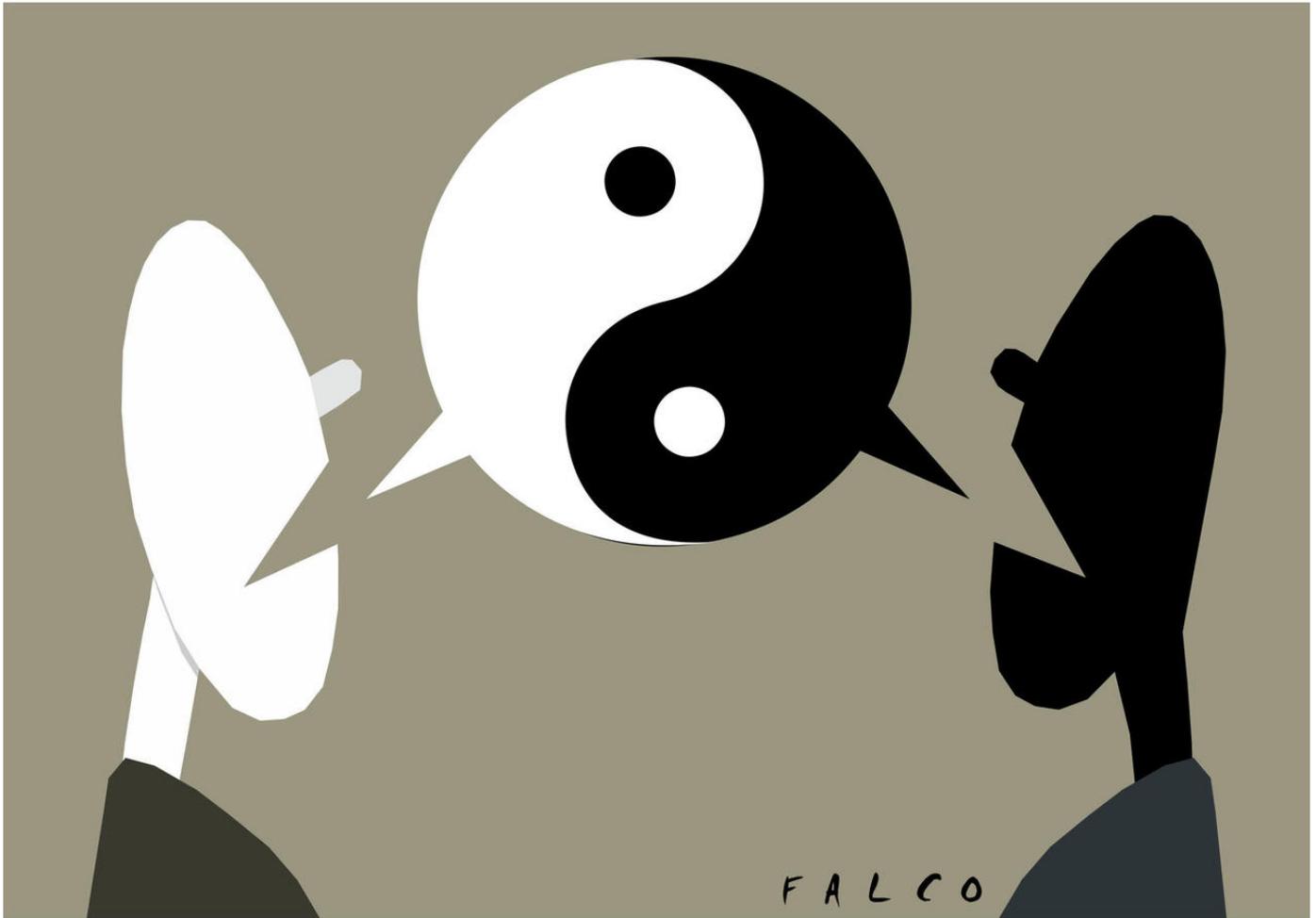


Algérie – France. Une fracture qui n'en finit pas



Cinquante-cinq ans après son indépendance, l'Algérie n'a de cesse de réclamer à la France des excuses pour les crimes commis pendant la période coloniale (1830-1962).

"La question de la repentance de la France pour ses crimes coloniaux est revenue sur le devant de la scène à l'occasion de la Fête de l'indépendance", souligne **Liberté**. Le 5 juillet 2017, Abdelaziz Bouteflika a appelé la France à oser "une reconnaissance des vérités de l'histoire". Le président a ainsi "saisi au vol la déclaration audacieuse du président, Emmanuel Macron, le seul chef d'État français à avoir reconnu de manière claire, nette et précise", lors de sa visite à Alger le 13 février, alors qu'il était en campagne, "le caractère sauvage de la colonisation française en Algérie, qu'il a assimilée à un crime contre l'humanité, soulevant d'ailleurs une vague d'indignation de l'autre côté de la Méditerranée, notamment dans les milieux des nostalgiques de l'Algérie française", poursuit le quotidien algérien.

"Un devoir de mémoire" régulièrement rappelé par l'Algérie à l'ancien colonisateur. Côté français, ce n'est qu'en 1999, sous la présidence de Jacques Chirac, que la guerre d'Algérie (1954-1962) est reconnue comme telle. En 2005, Paris approuve une loi évoquant le "rôle positif de la présence française outre-mer". Alger proteste. L'article concerné est abrogé sur décision du président français.

Dossiers litigieux

Entre 2007 et 2012, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, les relations franco-algériennes sont tendues et réduites au minimum. En 2012, François Hollande tente de tourner la page en reconnaissant le caractère "injuste" et "brutal" de la colonisation, lors de sa visite d'État à Alger. Et en avril 2015 le déplacement inédit de Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État français chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, à Sétif, dans l'Est algérien, pour rendre hommage aux victimes des massacres du 8 mai 1945, ouvrira la voie à la venue en France, fin janvier 2016, de Tayeb Zitouni, le ministre des Anciens Combattants algériens.

Qualifiée d'historique, cette visite donnera lieu à la mise en place de groupes de travail franco-algériens pour se pencher sur des dossiers litigieux : la récupération des archives françaises sur toute la période coloniale, le dossier des disparus, l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français dans le Sahara algérien, la récupération des crânes des martyrs de la résistance nationale qui se trouvent dans un musée parisien. La reprise des travaux de ces groupes, gelés en mars 2017, est attendue.

“Chaque société est aux prises avec ses propres groupes mémoriels, ses controverses historiques et ses agendas politiques”, souligne le journaliste algérien Adlène Meddi dans **Middle East Eye**.

Hoda Saliby